



ENTRETIEN AVEC M^e SALAH HANNOUN, AVOCAT, DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME

«La justice algérienne n'était pas en mesure d'engager de réelles poursuites judiciaires»

Le 5 Octobre 2008. Date historique qui fait revivre la mémoire sur des événements tragiques et douloureux vécus par les Algériens, à la suite d'une explosion sociale sans précédent. Vingt ans après Octobre 1988, la plaie est encore ouverte. Toute la lumière n'est pas encore faite au sujet des morts, des disparus, des blessés et des torturés de cette tragédie. L'impunité est la règle adoptée par le pouvoir politique et juridique sur ces événements. Faisant de ce dossier son cheval de bataille à l'époque, la Ligue algérienne des droits de l'homme a constitué une commission d'enquête sur les atteintes aux droits de l'homme. Mais hélas, force est de constater que la crise était beaucoup plus importante pour que la justice ouvre ses portes aux enquêteurs. Mis à part quelques procès qui se sont déroulés à Annaba et Ain-Defla et d'autres régions du pays, où des peines d'emprisonnement ont été prononcées contre des émeutiers, le verrouillage a été toutefois total pour ce qui est de la condamnation des éléments des forces de l'ordre, responsables de la torture. L'avocat Hocine Zahouane

dénonçait déjà, à l'époque, la «dérive de la justice». 721 personnes ont été, en effet, jugées par des tribunaux de flagrant délit. Des verdicts étaient vivement rejetés par la société et les instances de défense des droits de l'homme. Malgré toutes ces protestations, le ministre de la Justice de l'époque, M. Mohamed-Cherif Kharroubi, avait déclaré que les prévenus ont été jugés «selon la procédure légale normale, mais toujours en séances spéciales», en raison du «nombre de détenus et du climat qui imposait qu'on fasse vite».

A la veille du 34^e anniversaire du 1^{er} Novembre 1954, le même ministre décida de remettre en liberté provisoire toutes les personnes arrêtées pendant les émeutes. Et c'est ainsi que le dossier fut définitivement clos, au niveau de la justice. Vingt ans plus tard, nous apportons, dans cet entretien, le regard d'un jeune avocat, étudiant en droit en 1988, dont le chemin emprunté s'est inscrit dans les valeurs de la justice sociale, prônée par les révoltés d'Octobre 88, dont il faisait partie.

Entretien réalisé
par Rosa Mansouri

Le Soir d'Algérie : 20 ans sont passés sur les événements du 5 Octobre 1988 et la justice algérienne n'a pas livré tous ses secrets sur cette tragédie. Les crimes sont restés impunis à ce jour. Est-ce qu'il y a une raison juridique pour expliquer cette impunité ?

M^e Salah Hannoun : Les événements d'Octobre 1988 restent une plaie saignante dans l'Algérie post-indépendance. Ils représentent aussi un certain repère, dans notre tentative de compréhension de la suite des événements politico-sécuritaires ayant ensanglanté l'Algérie depuis.

Dans la même lignée de la réaction du pouvoir, face à certains événements politiques d'avant 1988, («Tafsut imazighen» en 1980, création de la Ligue des droits de l'homme en 1985, événements de Constatine en 1986, etc.), la répression était inéluctable, car elle constitue le prolongement de la politique liberticide engagée par le pouvoir algérien depuis l'indépendance. Et comme dans toute dictature qui ne se respecte pas, en Algérie, l'impunité est érigée comme mode de gouvernance. Un pouvoir sans légitimité populaire, imposé par les chars, n'a que faire des notions universelles que sont la vérité et la justice. Des notions qui sous-tendent politiquement et judiciairement une réelle démocratisation de la vie politique, avec une véritable séparation des pouvoirs et une concrétisation, de fait et de jure, de toutes les prérogatives régaliennes qui reviennent constitutionnellement aux trois pouvoirs.

Le ministre de la Justice, M. Ali Benflis, installé le 23 novembre, juste après les événements, avait donné des instructions aux procureurs généraux pour porter, devant les tribunaux, les affaires de torture de jeunes manifestants. Pourquoi la justice n'a-t-elle pas exécuté ses ordres ?

A démarrer du postulat de base que M. Benflis ait été, un tant soit peu, de bonne foi dans sa demande (le code de procédure pénale lui permet de faire ces demandes), on est en droit de s'interroger, dans l'absolu, quant à la pertinence desdites demandes dans un système complètement fermé et obsolète.

M. Benflis était ministre d'un gouvernement, vitrine constitutionnelle d'un système militaire, ayant ordonné de tirer à balles réelles et de pratiquer la torture sur des jeunes. On ne voit pas comment ce même système se fera hara-kiri en demandant à la justice de faire son travail. En plus de cela, dans le contexte de l'époque de parti unique/inique, n'oublions pas que la justice n'était

qu'une fonction, conformément à la Constitution, programme de 1976. En 1988, il n'était pas encore question, dans la norme constitutionnelle, de la notion de pouvoir judiciaire. Cela signifiait que la justice avait comme objectifs de contribuer à la réalisation des objectifs de la révolution socialiste. Traduit en termes claires, cela donnera : «Les luttes démocratiques sont des luttes réactionnaires portant atteinte à la révolution et aux constantes nationales...» Pour la vérité historique, politiquement, M. Benflis, et la justice algérienne avec, n'étaient pas en mesure d'engager de réelles poursuites judiciaires contre un arbitraire d'Etat exécuté par les «troupes»,

mais théorisé par des commanditaires bien assis dans leurs confortables fauteuils de pouvoir.

A ce jour, la liste définitive des victimes est restée secrète dans les bureaux du département de l'Intérieur. Pourquoi la justice n'a pas exigé cette liste et la rendre publique, pour lever l'équivoque sur le nombre des victimes, qui peut atteindre 1 000 personnes ?

Dans tous les systèmes répressifs des dictatures, il y a une réelle répartition des tâches. La hiérarchisation de la fonction répressive, avec son entretien en privilèges, est une donnée importante sur laquelle sont édifiés ces systèmes. Le socle

de l'arbitraire d'Etat, ce n'est pas simplement le théoricien, mais aussi l'exécutant. Sans les milliers d'agents de la Sécurité militaire, les «chefs» ne pourront aucunement maintenir le pays sous leur chape de plomb. Sans la justice, la répression des militants politiques et des «émeutiers» n'aurait pas l'effet dissuasif de la légale détention.

Durant les événements d'Octobre 1988, la propagande officielle justifiait la répression par son laconique «rétablissement de l'ordre public». Pour ce faire, les forces de l'ordre sont assujetties au sacrosaint principe de «la légalité» qui les oblige à respecter la norme juridique dans leurs interventions. Dans cette

logique, il est donc important de minimiser au maximum le nombre des victimes et l'ampleur des dégâts humains. Que l'Etat avoue avoir tué mille personnes pour rétablir l'ordre public, cela porte un nom : «Répression planifiée et généralisée à grande échelle». Et c'était vraiment le cas. Même dans une dictature, y a certaines limites qui ne sont pas franchies. Sauf quand l'Etat algérien reconnaît, en avril 2002, dans une ordonnance présidentielle, que pour le parachèvement de l'identité nationale, il a fallu assassiner 123 jeunes et en blesser des centaines d'autres. Il fallait l'oser. C'est chose faite.

R. M.

PEU D'OUVRAGES ONT ÉTÉ CONSACRÉS AU 5 OCTOBRE 1988

Tout n'a pas encore été dit

Les événements du 5 Octobre 1988 sont l'une des pages importantes de l'histoire contemporaine de l'Algérie. Mais combien sont-ils les auteurs, les essayistes, les journalistes et historiens qui ont consacré un ouvrage à cette date ?

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Pourtant, cette date est considérée comme le point de départ de ce qui est appelé le multipartisme, ou l'ouverture démocratique, en Algérie. Le 5 Octobre a mis à nu la politique du régime algérien, consistant à user de la torture pour faire taire les voix discordantes, en bafouant les principes élémentaires des droits de l'homme. Et c'est sur ce point qu'ont été axées les productions écrites des rares auteurs qui ont abordé ce dossier qui comprend jusqu'à maintenant de nombreuses zones d'ombre qui méritent d'être explorées. Le journaliste-chroniqueur du quotidien *Le Matin*, aujourd'hui suspendu, Sid-Ahmed Semiane, est revenu sur ces événements avec des témoignages poignants sur ce qu'était la violence du pouvoir à l'égard des jeunes.

L'auteur de *Octobre : ils parlent*, paru aux éditions *Le Matin* en 1998, a tenté de recueillir un maximum de témoignages aussi poignants les uns que les autres. Il fera parler des victimes de la torture dont certains gardent un handicap physique et mental pour le restant de leur vie, des journalistes ayant vécu ces moments de douleur et de révolte populaire, et aussi des hommes politiques qu'ils soient, à cette époque, au pouvoir ou dans l'opposition. Des artistes ont, eux aussi, témoigné de ce qu'étaient la révolte et la répression du régime qui n'a pas cessé de qualifier le 5 Octobre de chahut de gamins.

Ce propos a donné naissance à un livre du journaliste-écrivain Abed Charef, intitulé *Octobre, un chahut de gamins*. Le livre est paru aux éditions Laphomic en 1990, soit deux ans après le déroulement des événements, où l'auteur revient sur ce qui s'est passé dans le détail sur l'un des soulèvements populaires qui a bouleversé l'histoire contemporaine de l'Algérie.

Outre Abed Charef, le défunt sociologue algérien, M'hammed Boukhobza, assassiné en juin 1993, a sorti un livre intitulé *Octobre 88, évolution ou rupture ?* paru aussi aux éditions Laphomic au début des années 1990.

La fiction ne s'est pas vraiment intéressée au 5 Octobre. Les romanciers effleurent à peine le sujet dans leur production, à l'exemple d'Ahlam Mostghanemi qui met en scène l'histoire d'un journaliste amputé d'un bras lors de ces événements, dans une trilogie qui retrace une partie de l'histoire de l'Algérie des années 1945 jusqu'à 1994. Les titres des romans qui composent cette trilogie sont : *Faoud al-hawess (L'anarchie des sens, Abir assarrir et Dhakirat al-jassed (Mémoire de la chair)*.

L'écrivain algérien Anouar Benmalek s'est aussi penché sur la question dans *Le livre noir d'Octobre 1988* qu'il a publié en collaboration avec l'ensemble des membres du Comité contre la torture dont il a été le président. Ce comité a été mis sur pied au lendemain du 5 Octobre et avait rédigé un rapport détaillé sur la torture dont ont été victimes les jeunes et les graves dépassements des services de sécurité qui tiraient à balles réelles, comme cela était le cas en Kabylie en

2001, sur des jeunes révoltés. Dans son livre, *Octobre*, paru en décembre 1988 chez les éditions Laphomic, soit deux mois à peine après ces douloureux événements, le journaliste-écrivain Abed Charef dira que «l'histoire du 5 Octobre reste à écrire. Elle le sera un jour, car elle a coûté trop cher. Non pas seulement en termes matériels, mais surtout en termes de traumatismes collectifs profonds et indélébiles, parce que gravés dans les mémoires par les souffrances et les pertes humaines...». Vingt ans après la publication de ce livre, les gens de la plume ne semblent pas inspirés par les émeutes du 5 Octobre 1988.

La hydre islamiste, qui a endeuillé l'Algérie au lendemain de ces émeutes, ne serait-elle pas derrière le «désintérêt» des auteurs, des journalistes et des universitaires, dont la majorité des productions évoquent la violence islamiste des années 1990 plus que tout autre événement de l'histoire de l'Algérie post-indépendance ?

L. M.

COMITÉ DES CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE 5 Octobre 1988 : le devoir de mémoire

Il y a vingt ans, des jeunes se sont révoltés. Beaucoup moururent en martyrs de la liberté, contre un pouvoir autiste, pour réclamer leurs droits, plus de justice sociale et de libertés.

Un fol espoir naquit, un espoir de démocratisation de la vie politique, d'ouverture vers des libertés authentiques. Il n'en fut malheureusement rien. Le même espoir renaquit en 1991 avec la mobilisation citoyenne pour défendre la République, puis en 2001 avec les mouvements citoyens des arouch. Las, le système resta plus que jamais figé, instaurant une démocratie de façade.

Le terrorisme islamiste fit le reste avec ses horribles massacres, enfonçant l'Algérie dans les gouffres de l'horreur et de l'incertitude. Vaincu par la résistance populaire et l'abnégation des forces de sécurité, des Patriotes et des GLD, l'islamisme intégriste cherche aujourd'hui à rebondir, aidé en cela par la compromission du pouvoir qui l'amnistia et le lava de ses crimes, sous le couvert d'une soi-disant réconciliation nationale ; une amnistie pour ceux-là mêmes qui voulurent instaurer un Etat théocratique rétrograde.

La jeunesse continue sa révolte et son insoumission, allant jusqu'au sacrifice ultime à la recherche d'une vie décente et digne.

Par fidélité à la mémoire de tous les martyrs de la liberté du 1^{er} Novembre 1954, du 5 Octobre 1988 et d'Avril 2001, de ceux des années sanglantes de terrorisme islamiste, nous devons poursuivre cette lutte. Travailleurs, intellectuels, jeunes, hommes de science et de culture, syndicats autonomes unis et solidaires, faisons converger nos efforts pour faire triompher les libertés démocratiques et œuvrons pour un projet de société républicain, en faisant front contre la compromission avec l'islamisme intégriste, danger mortel pour la République.

Alger, le 3/10/2008
Le Bureau national